

**Déclaration finale de la FIMARC et du MIJARC  
Sur l'économie solidaire  
Bruxelles Mai 2007**

34 jeunes et adultes responsables de mouvements ruraux chrétiens, adhérents au MIJARC (Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique) ou à la FIMARC (Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques), nous avons partagé nos expériences d'économie solidaire. Issus de 16 pays de 4 continents, nous avons approfondi des pistes alternatives face à la domination du système capitaliste néolibéral.

Malgré les problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés au niveau de nos continents (difficile accès à la terre, à l'eau, politiques agricoles contre les paysans, désintérêt des jeunes pour l'agriculture, différences croissantes entre riches et pauvres...), nous avons mis en valeur la mobilisation multiforme des militants jeunes et adultes dans des expériences innovantes d'économie solidaire : luttes pour accéder à la terre, formations, création de groupes de développement local, circuits courts de vente et d'échanges entre producteurs et consommateurs. La dimension souvent réduite et isolée de ces initiatives, riches en expérimentations, fait qu'elles pèsent bien peu face à l'économie dominante néolibérale.

A partir d'expériences en micro-crédit, dans le commerce équitable, dans le secteur des entreprises d'insertion, nous avons pu en mesurer certains avantages : accès au crédit pour les plus pauvres, garantie de prix minimum pour la vente des produits agricoles, créations d'emplois pour des personnes rejetées par les entreprises classiques. Pourtant, les pièges ne manquent pas : le micro-crédit peut être l'amorce d'une logique capitaliste, qui veut sucer jusqu'à la dernière goutte du sang des pauvres. Les grands groupes de distribution tentent de faire du commerce équitable un élément supplémentaire de leur gamme. Les entreprises d'insertion exportent une partie de leurs productions, contribuant à casser des marchés locaux.

Le système néolibéral ne voit les êtres humains qu'en tant qu'agents économiques. Les états deviennent inexistantes face aux multinationales. Le moteur de l'économie est le profit financier et s'alimente de spéculations financières qui n'ont plus rien à voir avec les productions réelles répondant à des besoins humains. Il s'accommode d'une démocratie formelle, mais contrôle les politiques, les médias, en plus du marché. Il se targue d'une approche scientifique qui lui permet d'affirmer qu'il n'y a pas d'alternative possible.

Nous sommes attristés souvent de la fermeture de membres de notre hiérarchie à l'égard des souffrances des ruraux et nous jugeons inacceptable l'absence d'engagement officiel pour condamner les OGM, dans leur double aspect : destruction de la biodiversité et privatisation du vivant. Nous sommes aussi l'Eglise. Tous les ruraux sont nos frères et nos sœurs. Nous devons nous exprimer librement et sans peur, convaincus de la fécondité du christianisme, vigilants pour mettre la personne humaine au centre, face à l'économie néolibérale qui est une « structure de péché » (voir *Sollicitudo Rei Socialis*, n° 36, 37),

Face à cela, nous affirmons que l'économie sociale et solidaire n'est pas faite pour combler les carences des politiques, elle est une proposition politique, qui doit donner une cohérence globale aux multiples initiatives de terrain et constituer une alternative au système néolibéral.

L'économie solidaire répond aux besoins des personnes ou des communautés. Il est nécessaire que les producteurs soient maîtres de leur gestion, grâce à une éducation permanente, à un fonctionnement démocratique participatif. La primauté est donnée aux personnes et à leur travail, non au capital. L'économie solidaire privilégie le développement local et durable, veille à l'équité des genres, sans entamer les ressources des générations futures. Elle garantit à tous leurs droits fondamentaux (alimentation, logement, éducation), alors que le système néolibéral en garantit l'accès...à ceux qui ont les moyens.

Nos mouvements, acteurs de transformations sociales, visent à donner à leurs membres le goût de l'initiative et du travail ensemble au service du bien commun. Nous sommes responsables de valoriser notre méthodologie : « Voir, Analyser, Agir, Evaluer », afin de produire des analyses rigoureuses des réalités vécues par les ruraux, pour aller au bout de nos convictions, et agir en solidarité avec les plus pauvres. Nous avons aussi mesuré l'enjeu que nos comportements individuels et collectifs se mettent en cohérence avec les défis d'une solidarité vécue.

Les ruraux sont victimes des politiques néolibérales, particulièrement les jeunes, en étant condamnés à émigrer pour trouver du travail, accélérant de ce fait la paupérisation de nombreuses régions rurales privées de leurs forces vives pour l'avenir. Il est urgent que des choix d'économie solidaire, volontaristes, soient faits pour permettre aux jeunes de rester vivre et travailler dans leur pays.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'une approche holistique, prenant en compte les dimensions politiques, culturelles, sociales, environnementales, ainsi que la réalité de notre monde pluriculturel. Pour cela, il est vital d'investir dans une éducation à la base, d'agir légalement pour le respect du droit, particulièrement des plus démunis, de se mobiliser pour convaincre et faire pression à tous les échelons du local à l'international.

Nous sommes mobilisés pour faire avancer notre objectif d'une économie solidaire, et à travers elle, atteindre une véritable souveraineté alimentaire. C'est pourquoi nous demandons à nos élus politiques d'affirmer dans les faits leur volonté politique d'une économie solidaire :

- afin de donner une perspective durable aux initiatives de terrain actuellement engagées
- afin d'inverser la tendance par rapport au système néolibéral, qui contamine tout.

Nous avons tous souligné la fécondité de l'échange durant ce séminaire entre jeunes et adultes ruraux confrontés aux mêmes réalités. Nous avons conscience que nous sommes au début d'un chemin long, parsemé d'embûches. Mais nous sommes convaincus qu'« un autre monde est possible ». Il est dès à présent en construction, nous en sommes les acteurs, notamment en construisant des alliances avec les consommateurs et nos concitoyens des villes. Nous nous sommes engagés entre autres à :

- à identifier les expériences et initiatives locales et à les organiser en réseau
- à organiser des formations pour renforcer les capacités de nos membres, de nos organisations.
- à développer les échanges des bonnes pratiques entre mouvements dans nos continents, entre continents, afin de capitaliser nos expériences pour enrichir nos projets et influencer sur les politiques publiques.

Bruxelles, mai 2007